

# Politiques-habitants

## LE CHOC DES TEMPORALITÉS

par Bernard Reverdy \*

### *Construction du lien social et politiques urbaines et sociales : des rythmes inconciliables ?*

Il n'est pas rare d'entendre reprocher aux élus le lent processus qui permet de passer de la décision politique à la réalisation d'un projet, en particulier dans les quartiers « sensibles ». À l'opposé, l'entreprise est proposée comme modèle de réactivité, s'adaptant à chaque instant à la demande des consommateurs. Pour corriger leur image, les hommes politiques ont décidé de mettre les bouchées doubles. Au niveau national, le gouvernement enclenche, en janvier 2006, son deuxième plan pour l'emploi, six mois après le premier, avec des « innovations » pour le moins précipitées : CNE, CPE (1), abaissement de l'âge de la scolarité, travail de nuit de certains apprentis de 14 ans... Trop longue la concertation avec les partenaires sociaux, trop lentes les réflexions du Commissariat au Plan, trop lourdes les DIV, les DIESS (2) ; la « rupture » est le mot d'ordre.

Cette « dictature du court terme » (3) gagnerait-elle également les élus locaux ? La précipitation qu'ont manifestée certains d'entre eux pour répondre aux appels à projets lancés par le Programme national de rénovation urbaine en est un exemple. L'opportunité de démolir des tours où se concentrent les problèmes sociaux passe souvent avant le souci d'un meilleur habitat pour leurs occupants. C'est le Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine qui dénonce « l'absence de prise en compte effective de l'avis des habitants sur les opérations de rénovation et l'insuffisante concertation à l'amont » (4). La concertation ne risque-t-elle pas de faire perdre les crédits ?... Et pourtant ! Des exemples montrent que les habitants peuvent apporter des contributions très utiles à ces projets pour peu qu'on les implique de bonne heure. Comme cela a pu se faire à Saumur, où un groupe de travail Architecture et Habitat, avec habitants, éducateurs, associations, élus, techniciens et bailleurs, a préparé dès 2001 des propositions pour la réhabilitation du quartier (5).

Le choc des temporalités peut également venir des agendas propres à chacun. La politique locale s'inscrit dans la durée d'un mandat. La vie associative connaît également ses hauts et ses bas en fonction du renouvellement de ses administrateurs bénévoles. Confrontations des projets, contestations de légitimité, craintes d'instrumentalisation rythment les relations entre associations et collectivités locales.

\* *Président du  
Comité National de  
Liaison des Régies  
de Quartier,  
bernard.reverdy@  
cnlrq.org*

(1) Contrat Nouvelle Embauche,  
Contrat Première Embauche

(2) Délégation interministérielle  
à la Ville, Délégation  
interministérielle à l'économie  
sociale et solidaire, structures  
dont le Gouvernement a décidé  
la fermeture au même titre que  
le Commissariat au Plan ou  
encore le FASILD (Migrants, lutte  
contre les discriminations).

(3) Cf. le dossier de  
l'hebdomadaire *La Vie*,  
19 janvier 2006.

(4) Synthèse du bilan d'étape  
du Comité d'évaluation,  
février 2005.

(5) Lorsque la Ville et les  
bailleurs sociaux contractent  
avec l'ANRU quelques années  
plus tard, il leur est plus facile de  
prendre en compte ces travaux  
préparatoires et d'impliquer  
les habitants et leur Régie de  
quartier dans les commissions  
urbanisme, relogement  
ou emploi-insertion.



## Les quartiers ont une histoire

Plus profondément, une société locale se construit dans la durée, sur plusieurs générations. La relecture de l'histoire des quartiers par les habitants eux-mêmes est un exercice qui fait découvrir ce qui a fait lien ou, au contraire, les occasions manquées. Deux quartiers construits au cours des années 1970 ont récemment fait ce retour (6). Deux points communs ressortent à la lecture de ces deux livres passionnants comme des romans : d'une part, le sens que les gens donnent, après coup, au fait d'habiter ces quartiers pas comme les autres, comme si cette expérience avait participé à la construction de leur propre personne ; d'autre part, le combat permanent pour que les habitants et leurs associations puissent être reconnus acteurs de leur quartier. Le récit de ce qui a été bâti ensemble, la manière dont les échecs ont été surmontés participent à la construction de ce capital social collectif, bien si précieux lorsqu'il faut faire face à de nouvelles crises (7).

La pratique du « théâtre-forum » dans les associations est également une opportunité pour faire revivre aux acteurs salariés, habitants, bénévoles et partenaires institutionnels, ce qui s'est expérimenté dans la cité et pour analyser ensemble comment réagir à l'agressivité, au manque de respect ou à la discrimination. C'est l'occasion de s'impliquer dans le rôle de l'autre et de créer cette intelligence collective des forces qui travaillent les différentes communautés appelées à vivre ensemble sur un même territoire. Mais comment faire revenir l'éducation populaire et son travail de fond, forcément lent, dans les quartiers, lorsque l'animation des quartiers fait l'objet d'appels d'offres de Délégations annuelles de service public ? Comment faire pour que la création, la culture puissent mobiliser les dons et l'énergie de chacun, quelles que soient son origine ou son âge ?

Les innovations en termes d'activités de proximité ou d'actions citoyennes, menées par les Régies de quartier depuis vingt ans, sont de bons exemples d'enrichissement de ce capital social collectif, de la capacité à se mobiliser et à imaginer ensemble des solutions aux difficultés rencontrées (8). L'évaluation de l'utilité sociale du service « correspondantes de coursives », menée à la Villeneuve de Grenoble, a ainsi permis de montrer les acquis en terme de sensibilisation à la propreté et de responsabilisation des habitants. Ce dispositif a donné à trente femmes une mission sur leurs coursives qui va bien au-delà du nettoyage. Sur la durée, elles sont devenues des personnes référentes sur le quartier, participant à ce que Marc Hatzfeld appelle la régulation de village (9). « La coursive c'est chez moi ! C'est comme un bout de mon appartement. »

(6) *Mémoire vive Chambéry-le-Haut*, Éd. Comp'act, 2004. *Villeneuve de Grenoble la trentaine, Paroles d'habitants avec Hervé Bienfait*, Éd. Cnossos, 2005 (ouvrage dont est issu le cliché de couverture de ce numéro).

(7) Par exemple en cas de déclenchement de « violences urbaines », mais aussi en cas de menaces d'expulsions de familles étrangères intégrées dans le quartier...

(8) Numéro spécial *Info-Réseau* des Régies de quartier pour le Forum social européen de novembre 2003.

(9) **Marc Hatzfeld**, *Petit traité de la banlieue*, Dunod, 2004. Voir aussi, supra, p. 13.

## Des parcours de relations et d'ouverture

C'est dans le rapport aux jeunes que, paradoxalement, l'engagement et l'investissement sur la durée sont de la plus grande importance. Paradoxalement, car la demande des jeunes est du niveau de l'immédiat, du précaire, et la tentation est d'y donner une réponse rapide qui risque d'aller à l'échec. Joëlle Bordet, psychosociologue, rappelle l'importance des « effets de parcours » que les associations (clubs de prévention, missions locales, régies de quartier...) peuvent créer pour que les jeunes reconstruisent une conscience d'eux-mêmes et de leur avenir (10). Ces effets ne peuvent se développer que sur la durée et avec un investissement humain important.

Deux exemples peuvent l'illustrer. Une association de résidents (140 logements) gère deux locaux collectifs résidentiels (11) avec les « moyens du bord », trois ou quatre bénévoles qui « prêtent » la clé et s'assurent du respect des lieux et de la fermeture à l'heure promise. Les jeunes (15-18 ans) de la résidence souhaitent pouvoir disposer de la salle. Négociations, chantages, expériences, casses, jusqu'à ce que les jeunes désignent leur propre bureau dans l'association. Celle-ci aidera alors financièrement ceux qui s'impliquent à passer leur BAFA (12). Parmi eux, Karim est, quinze ans plus tard, encadrant permanent de la Maison des Jeunes et de la Culture et Nordine dirige le service jeunes d'une commune de banlieue. Tous sont investis dans la vie citoyenne de leur quartier (13). Les « effets de parcours » doivent également ouvrir les jeunes au-delà du quartier. C'est l'expérience d'Omar à Agen. Il monte un chantier international de sept mois pour la rénovation d'un collège dans l'Atlas marocain. La seule condition pour que les cinq jeunes de 17 à 21 ans du quartier y participent est d'interroger leurs parents sur leurs propres parcours. « D'où je viens ? Où je vais sur les traces de la migration » (14).

Il est banal de dire que les jeunes d'aujourd'hui sont les adultes de demain. Laisser de côté une génération à l'âge de leur entrée dans la vie adulte (18-25 ans), c'est assécher la vie associative et l'émergence d'une responsabilité citoyenne pour plusieurs années.

**Bernard Reverdý**

(10) Au séminaire CNLRQ, « La mobilisation des jeunes dans la vie associative des quartiers », novembre 2004. Cf. **J. Bordet**, *Les jeunes de la cité*, PUF, 1999 et *La jeunesse comme ressource*. Expérimentations et expériences dans l'espace public. Éd. Eres, Toulouse, 2001.

(11) Les fameux LCR des années 1970, aujourd'hui trop souvent fermés par les offices HLM ou les villes.

(12) Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur, diplôme de première échelon du secteur de l'animation socio-éducative.

(13) Association des habitants du Zénith à Grenoble.

(14) Témoignage lors du séminaire ci-dessus. Lire également les témoignages et analyses insérés dans le dossier « Intégration sociale et solidarité internationale : quelles convergences ? », *Economie & Humanisme* n° 356, 2001 (en partenariat avec la Plateforme d'Insertion par l'Humanitaire et la Coopération de Romans).